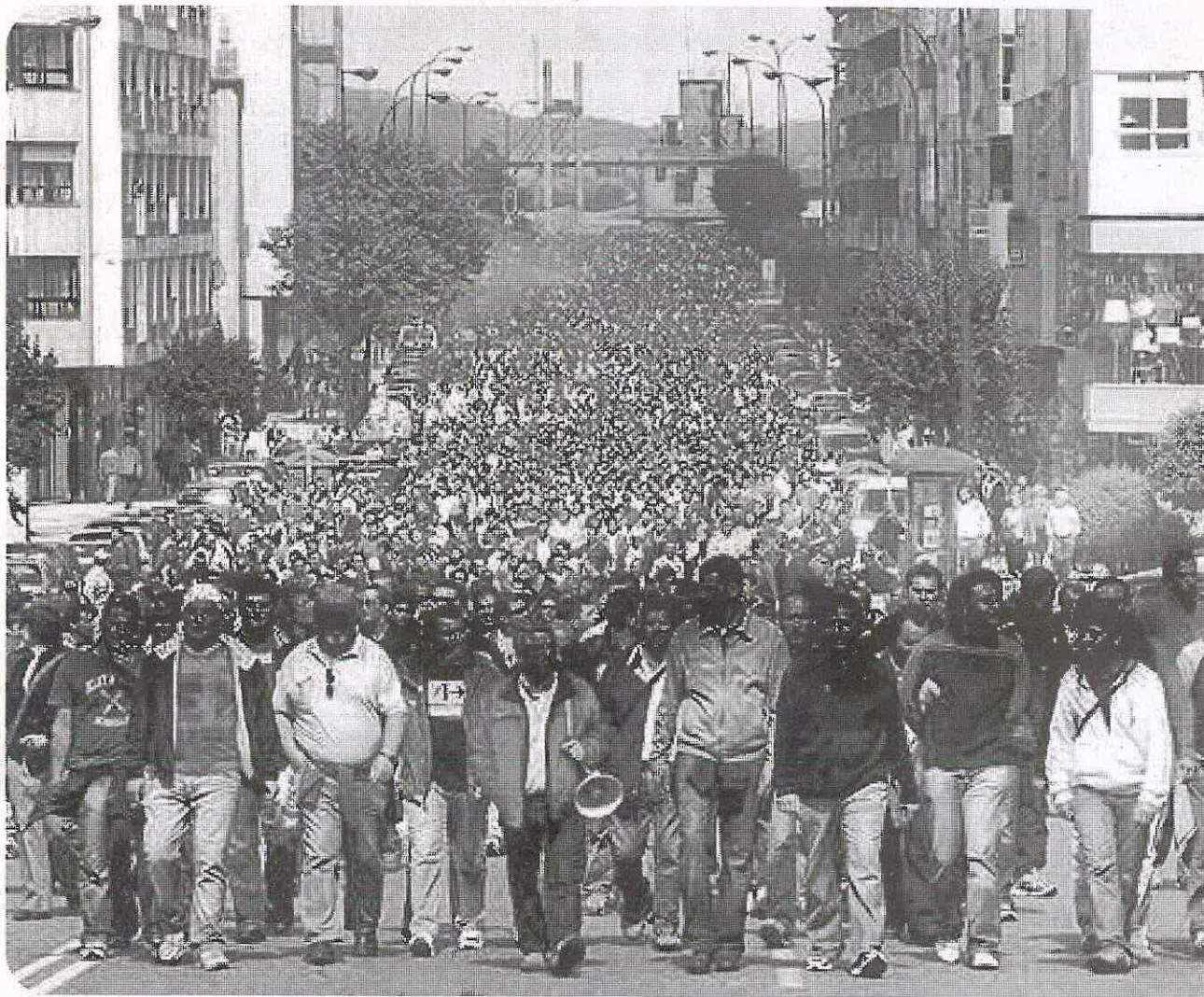


LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171



LA "MAGIE DU FOOT" _ BLAGNAC : LE PRINTEMPS DES MUNICIPAUX _ ESPAGNE : 110 JOURS DE GREVE CHEZ MERCADONA _ LA GREVE DES METALLOS _ TEHERAN : GREVE DES TRANSPORTS EN COMMUN _ LE LITTORAL : QUELQUES PETITS "DYSFONCTIONNEMENTS" SANS IMPORTANCE... APRES LA PERTE D'UN ENFANT HANDICAPÉ : TEMOIGNAGE _ LES NÉGRIFIERS MODERNES _ PRISONS : 1ER MAI 2006, RALLYE DE LA LIBERTÉ _ TEMOIGNAGE : "UN CHANTIER EXTÉRIEUR" _ PAS DE CHEQUE, PAS D'AMAP ! _ POST- OU ANTI- INDUSTRIELS ? _ CONTRE LE RÉACTEUR DE 3ÈME GÉNÉRATION _ HALTE AUX PUCES DANS LES TRANSPORTS PUBLICS ! _ PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !!! _ LA VIE PAR PROCURATION _ L'ŒUVRE CONSTRUCTIVE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

N° 96 - Été 2006 - 2 euros

BARCELONE : SAMEDI 15 JUILLET, MANIFESTATION DE SOLIDARITÉ MERCADONA
TOULOUSE : 19 JUILLET, 19 HEURES, HOMMAGE A LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

La Lettre du C.D.E.S

bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste

Bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Abonnement un an

Tarif normal : 10 euros

Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :

CDES, CCP 3 087 21 H
Toulouse

Pour tout contact avec le journal :

CDES, CNT- AIT

7, rue St-Rémésy

31000 Toulouse

Tél_Fax : 05 61 52 86 48

Les articles en ligne

Sur le site de la CNT-AIT de Toulouse

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

et sur celui de Paris-Nord :

<http://cnt-ait.info>

Secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158

82001 Montauban cedex

Autres adresses

secrétariat de l'AIT

AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121

OSLO, Norvège.

CNT, [http : www.cnt-ait-fr.org](http://www.cnt-ait-fr.org)

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8176, 64181 Bayonne

Cdx. UR Méditerranée : CNT-AIT, Vieille Bourse du
Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille. UR

Normandie : CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx. UR

Paris-Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.

Rhône-Alpes : CNT, BP 223, 38405 St Martin
d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S

est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant
par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs
ou salariés, après leur journée de travail.
Nous tenons à remercier tous ceux qui nous
envoient des infos, articles, coupures de
presse, dessins ... qui nous permettent d'en-
richir la rédaction.

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor
IMP.SPE CNT.AIT

LA "MAGIE DU FOOT"

Ça me fascine, moi, toute cette "liesse populaire", comme ils disent. Je n'arrive pas à détacher mon regard de ces images de foules les bras levés au ciel, la joie sur les visages peinturlurés, les drapeaux à la main, les fumigènes qui teignent la nuit d'un rouge qui fait rêver à d'autres espérances, d'autres combats, d'autres victoires...

En fait, je me fous complètement des résultats sportifs, et même du sport en général, de tous les sports, ça ne m'intéresse pas. Non, ce qui me fascine, c'est que tant de gens soient à ce point hypnotisés par un match de football, le regard scotché sur la course d'un ballon comme si c'était une question de vie ou de mort, et qu'ils soient ensuite à ce point transportés de joie -ou de désespoir- comme si leur vie venait de basculer vers des sommets ou des abysses. C'est incroyable, tous ces gens "normaux", comme vous et moi, qui semblent ainsi perdre la raison !

On pourrait dire que c'est à cause des médias. Certes, les médias font une propagande acharnée pour que toutes leurs ouailles ne parlent plus que de ça, ne pensent plus qu'à ça. Mais la propagande, le lavage de cerveau, leur façon de nous dire ce qui est important ou pas, ce qu'il faut penser, ce dont il faut parler en ce moment au boulot, au café, le soir à table, ce qui doit nous préoccuper (selon les moments : l'élection présidentielle, le futur candidat du parti socialiste, la prochaine épidémie, l'insécurité "grandissante" ou les bouchons sur la route des vacances), tout ça, on en a l'habitude et ça ne met pas les gens dans des états de transe collective !

Non, il y a autre chose, de ces petites choses qui pointent dans des phrases pêchées dans les interviews de ces gens dont la vie risque de basculer avant la fin du mois. Des trucs du style "maintenant qu'un habitant des Ulis est au sommet, on sait qu'ici, on a des potentialités". Ah bon ? Il faudrait donc (et il suffirait) qu'il y en ait un d'ici qui réussisse, pour que tous ceux d'ici puissent espérer réussir aussi ? Qu'est-ce que ça change pourtant, pour tous les autres "d'ici" qu'un habitant "d'ici" devienne un as du football ? C'est vrai qu'"ici", ce n'est généralement pas n'importe où, tant il semble que le foot recrute surtout dans les quartiers où, pour éviter que les jeunes désœuvrés ne réalisent l'origine de leurs malheurs, on leur fourre un ballon dans les pattes.

Des petites phrases comme ça montrent que les as du foot redorent le blason de tous ceux qui se savent exploités, méprisés, comptant pour du beurre face à leur patron, leurs "supérieurs hiérarchiques", leur banquier, leurs élus, parfois même leur femme ou leur mari. Quand le soir ils peuvent crier sur tous les toits qu'ils ont gagné, eux qui n'ont même pas joué, ils croient jusqu'au lendemain prendre leur revanche sur leur vie de "perdants". Et finalement, leur constat inavoué de vie de méprisé, d'exploité n'est pas si loin du nôtre et il suffirait peut-être de presque rien pour que de tels élans, de tels enthousiasmes, de tels mouvements de foule soient portés par d'autres espoirs, vers d'autres lendemains.

Lesquels ? Tout est possible, la revanche sur la vie prend aussi bien la forme du fascisme que celle de la Révolution. Ça fait peur et ça fait rêver. Ça nous mettra dans une guérilla de résistance ou dans une transe commune, nous verrons. En tous cas, les braises sont chaudes et ça se voit dans ces images de propagande qui sont, bien malgré elles, les plus subversives du moment.

Alors profitons-en : je crois que moi aussi, finalement, je m'intéresse à la coupe du monde de football !

Nidal ✎

Comme un petit air de résistance...

Lors des présidentielles de 2002, on s'en souvient, gauche et extrême-gauche ont expliqué sur tous les tons qu'il fallait absolument voter Chirac pour "barrer la route à Le Pen". Grâce à leur zèle frénétique, Chirac, élu avec un score de République bananière, a eu le champ libre pour nommer Sarkozy au poste stratégique de ministre de l'intérieur, mais aussi pour nommer une brochette ultra-répressive dans tous les lieux où se prennent les décisions. Résultat : le programme de Le Pen est déjà entré en vigueur pour plus de sa moitié. Ce n'est pas nous qui dressons ce bilan effarant, c'est un organe réputé pour son attachement à gauche : "Le canard enchaîné".

"Faire semblant de croire -écrivions-nous entre les deux tours*- que Chirac est le rempart de la démocratie et les législatives la solution définitive, c'est reculer pour mieux se faire manger demain". Ce qui est arrivé était donc parfaitement prévisible, et les élections ont simplement démontré, une fois de plus, qu'elles ne servaient à rien pour s'opposer à la fascisation d'une société. Dans ce même numéro spécial du Combat syndicaliste, nous écrivions aussi : "Dès aujourd'hui, nous devons travailler à ce qu'une résistance populaire autonome se mette en place et se développe". Cela avait provoqué bien des ricanements. Or, après les rébellions de la jeunesse de cet hiver et de ce printemps, en ce mois de juin 2006, ce à quoi nous venons d'assister, c'est bien à un début de résistance populaire.

Dans bien des écoles de France, nous avons vu se développer des mouvements d'entraide, groupant enseignants et parents d'élève, pour défendre des enfants menacés par les raffles policières. Le RESF (Réseau enseignants sans frontière), à l'origine de ce mouvement, a pris une position d'une grande dignité : il appelle à faire obstacle à ces lois (ce qui en droit français est un délit). La gauche et l'extrême gauche elles-mêmes ont reconnu qu'il s'agissait là d'un acte de résistance contre le fascisme rampant. Ce qui n'empêchera pas les mêmes politicards -de gauche et d'extrême gauche- de se retrouver -de gré ou par stratégie- derrière la favorite socialiste à la magistrature suprême qui, pas plus tard que ce 31 mai, annonçait son programme pour "rétablir l'ordre" : jeter les enfants "dès la première incivilité" dans des bagnes

militaires et mettre sous tutelle les allocations familiales des familles dont les membres ne respecteraient pas les lois.

"Sarkolène Royal" apporte ainsi une caution "socialiste" aux institutions répressives pour étouffer dans l'œuf toute forme de résistance aux lois du jour. En effet, dans le droit actuel, l'appel du RESF constitue pour le moins une "incivilité"; quant aux familles solidaires des enfants expulsables, elles sont coupables d'obstruction aux lois. Si le projet Royaliste était appliqué, non seulement les expulsions des enfants sans-papiers et de leurs familles se poursuivraient à un rythme accéléré, mais les familles qui s'y opposent se ver-

raient menacer de graves représailles, à savoir le bainé militarisé pour leurs enfants incivils (ils ont le tort, dès la maternelle, d'être copains avec des enfants sans-papiers) et la mise sous tutelle de leurs propres allocations !

Face à ce début de résistance populaire, la porte-étendard des politiciens a ainsi dévoilé son unique stratégie : être prête à tout -même à doubler Sarkozy sur sa droite- pour continuer sa cavalcade dans les sondages.

Dans quelques mois, quand les mêmes que la dernière fois viendront nous solliciter pour voter "Ségolène" (ou le politicard de gauche qui aura réussi à la pousser dans le fossé) afin de barrer le passage à Sarko, j'espère que nous serons encore plus nombreux à leur répondre que : contre les "bonnets blancs" et les "blancs bonnets" de la politique, nous avons choisi l'abstention et la voie de la résistance, de cette résistance qui mènera cette fois-ci, nous l'espérons, à la Révolution.

X.F. ✎

1. Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées, numéro spécial, 27 avril 2002.



BLAGNAC :

LE PRINTEMPS

Blagnac : Mobilisation massive des agents municipaux qui ont dit clairement au Maire et à son staff de pilotage que ça suffisait. C'est le rapport de force et l'action collective qui ont été choisis pour combattre les éternelles injustices pratiquées par les autorités blagnacaises à l'encontre du "petit personnel", c'est-à-dire les plus bas salaires. Car depuis maintenant plusieurs années, à savoir à l'arrivée du dernier maire et de sa troupe, la mise en place du régime indemnitaire et des primes discriminées a été le démarrage d'une politique de mépris des bas salaires. Des primes jusqu'à 20 fois plus élevées pour les plus hauts grades par rapport aux agents d'entretien ! Comme si la différence de salaire n'était pas suffisante pour marquer la différence, ils osent appliquer des pourcentages plus bas pour la qualité de service sur les petits grades.

Il y a quelques années, du temps des premières luttes, nous n'avions vu que le haut de l'iceberg. La politique s'est considérablement durcie, avec du management à l'américaine, et des mesures autoritaires à la Sarkozy, pour un maire qui est MRG ! Mais bon, il n'y a rien de choquant à cela, gauche et droite confondues faisant toujours la politique des riches. C'est ainsi qu'à la mairie de Blagnac comme ailleurs, ceux qui exécutent les missions de service public sont moins bien considérés que ceux qui les ordonnent. C'est ainsi qu'à la mairie de Blagnac comme ailleurs, ceux qui ont déjà de bons salaires en prennent un peu plus sur le dos de ceux qui ont déjà peu.

Mais cette fois-ci, 60 % du personnel communal a dit : NON, ça suffit. Après une première assemblée générale le mardi 23 mai (200 employés), un préavis de grève a été déposé pour le 1er juin. L'intersyndicale a été reçue le mercredi 31 mai par les élus (bizarre ! Juste la veille de la grève, histoire de ne pas avoir le temps de reconvoquer l'assemblée générale !).

Le soir-même, sur décision de l'intersyndicale, la grève du lendemain était suspendue, puisqu'ils étaient "globalement satisfaits" des positions du maire.

Petit vent de folie dans les couloirs... Comment l'intersyndicale (6 personnes) peut-elle décider d'une suspension de grève à la place de 200 personnes ?

Message reçu, l'assemblée générale était convoquée pour le 6 juin. Un peu moins de monde, le maire avait déjà fait son boulot d' élu : aller "travailler" les agents, petits groupes par petits groupes, pour leur proposer des avantages. Ce fut le cas des collègues éboueurs à qui il lâcha de l'argent sur les primes. Il n'aime pas du tout que les poubelles débordent dans les rues quand les éboueurs sont en grève... sale image pour la ville !

Pourtant, parmi ceux qui étaient présents à cette AG, la mobilisation fut historique.

L'intersyndicale se fit secouer, et bien sûr, ils se secouèrent aussi entre eux... Mais, mais, ce qui était important c'est que les salariés étaient face

aux syndicats, avec leur détermination de ne pas lâcher le mouvement.

Résultat : grève massive le 8 juin (environ 600 personnes - 60% du personnel).

On prit possession de la place de la mairie et des carrefours et rues avoisinantes. Des slogans improvisés, des banderoles et pancartes de tous horizons, un pique-nique imprévu, firent monter la pression chez les élus et les grands chefs, planqués derrière les fenêtres du premier étage et prenant des photos.

Les AG se multiplièrent tout au long de la journée, nous avons pris d'office l'auditorium de la mairie. L'intersyndicale et des représentants non-syndiqués de l'assemblée généra-

le furent reçus dans l'après midi. Le maire et sa troupe ne bougèrent pas d'un poil, toutes les revendications du personnel étaient impossibles à satisfaire. Pour eux, nous étions des enfants gâtés, et on allait s'user avant eux. D'autre part, le préavis de grève déposé par l'intersyndicale n'était pas, dit le maire, légal pour une grève illimitée.

Ces commentaires mis entre les mains de l'assemblée générale, amenèrent aux décisions suivantes :

- distribution de tracts sur le marché le samedi qui a suivi et discussion avec les habitants,

- pique-nique tous les jours entre midi et deux, place de la mairie,

- préavis de grève le mercredi suivant car il y avait une représentation importante pour les élus à Odysud, la salle de spectacle de Blagnac (le rendez-vous des grévistes était prévu à 9h à Odysud).

Les pique-niques ont donc démarré le lendemain et le marché le surlendemain. Le lundi après, l'intersyndicale et les représentants des non-syndiqués sont convoqués : le maire n'est pas là, il est représenté par un autre élu, accompagné des deux plus hauts fonctionnaires de la collectivité, et là, surprise, tout avait changé : ils comprenaient nos préoccupations et... ils ont tout accepté, la prime pour les plus bas salaires remontée, les congés pour enfant malades ou hospitalisation n'amputeront plus la prime, la refonte complète du régime indemnitaire sur 2007 avec groupes de travail, etc., etc.

Tout ce qui semblait impossible pour eux le jeudi 8, était devenu possible le lundi 12, avec en plus bien sûr, le tapis rouge déroulé.

Remise des décisions en AG le soir-même. L'auditorium était occupé, qu'à cela ne tienne, on a pris le terrain de foot.

Contents des décisions... mais la vigilance étant de mise, les pique-

DES MUNICIPAUX

riques sur la place restent actifs jusqu'à la fin de la semaine, le temps que des engagements écrits nous arrivent.

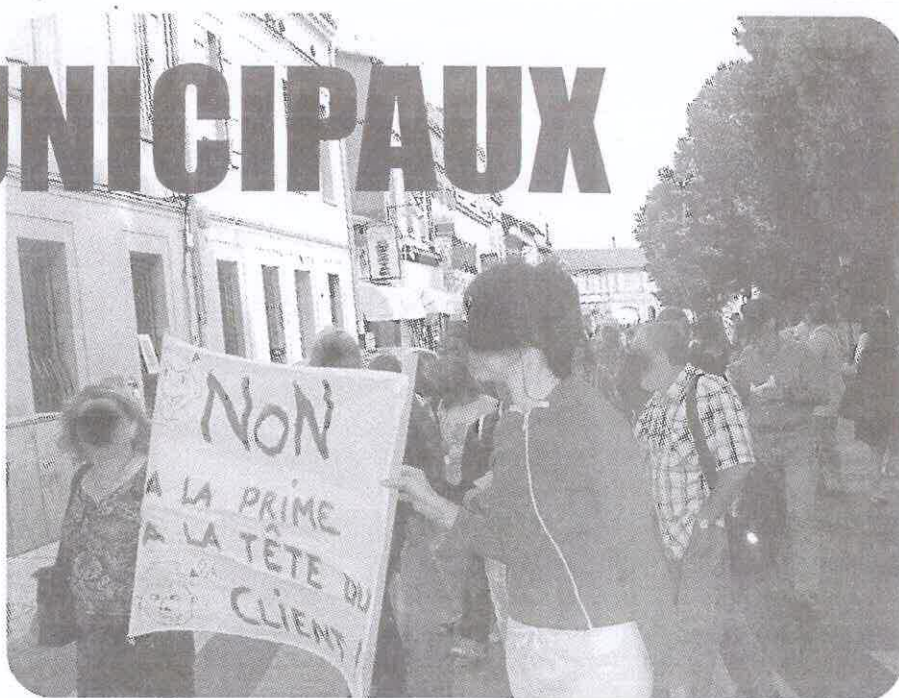
Le lendemain par le biais de la messagerie électronique, lettre du maire à tous les agents confirmant les décisions prises : Les plus petits salaires auront, avec un effet rétroactif depuis janvier, 20 euros de plus par mois et 50 euros de plus en fin d'année. Bon, c'est pas le Pérou mais ça correspond dans un premier temps aux demandes des salariés. Toutes les amputations de primes pour hospitalisation ou pour enfant malade, ne sont plus de mise. La prime ne sera plus amputée. Enfin, une refonte totale du régime indemnitaire est annoncée pour 2007 avec des groupes de travail comprenant des représentants des syndicats et des non-syndiqués (eh oui enfin, on y est arrivé !).

Voilà ! Un bilan inespéré pour les salariés ! La détermination et la solidarité du personnel, tous corps et grades de métiers confondus a montré son efficacité.

Le maire et sa troupe étaient pour le moins bien inquiets... le mois de juin est pour eux un mois stratégique : fêtes des rues, de la musique, des écoles,... si le personnel communal est en grève tout s'arrête et ça, ils n'ont pas voulu prendre le risque d'une ville morte, surtout à un an des élections !

Et puis, il y a de grandes chances pour que leur mémoire collective se soit réveillée... Eh oui ! Il y a quelques années, les vacataires de l'animation n'avaient pas flanché et avaient tenu bon jusqu'au bout (C'était aussi au mois de juin, à la même période, que les élus avaient cédé mais il avait fallu un an de lutte acharnée¹). Cette fois, il aura suffi de 3 semaines.

Continuons la lutte collective dans la solidarité et la détermination.



Le capitalisme nuit gravement à la santé

Avec l'abaissement de l'âge légal du travail de nuit à 15 ans, on vient d'assister à un retour en arrière particulièrement sauvage. Certes, il peut y avoir des travaux de nuit qui sont socialement nécessaires (par exemple dans les hôpitaux, la santé en général...). Mais, ces travaux ne correspondent jamais à la qualification que peuvent avoir des enfants ni même des "jeunes travailleurs" (moins de 18) ! Si l'âge du travail de nuit a été abaissé, c'est pour les faire trimer dans l'industrie et les services. Là, il n'y a pas d'utilité sociale, le seul objectif est la productivité et le bénéfice.

Chez l'adulte, le travail de nuit, comme le travail en équipe alternant matin / soir, perturbe l'horloge biologique : on dort moins, d'où perturbations de l'humeur, troubles digestifs, ... sans compter, pour les femmes, les cycles menstruels irréguliers, les risques de fausses couches, ... car l'être humain n'est pas fait pour travailler la nuit. La nuit, tout le monde le sait, c'est fait pour dormir. Et, ne pas dormir la nuit, c'est encore plus grave quand on est très jeune, pour la santé des enfants ou des adolescents qui sont soumis à ce rythme ! La petite prime éventuelle, utilisée comme une carotte qui est censé rendre digeste le plat de couleuvres qu'on veut nous faire avaler, n'y change rien.

Dans la logique du capitalisme, l'être humain n'est fondamentalement qu'une machine à faire du fric, rien de plus. C'est pourquoi tous les discours des classes dominantes sur le travail (discours usés jusqu'à la corde, selon lesquels : "Il n'y a plus de classe ouvrière", "La lutte des classes, c'est fini", "Les travailleurs ne sont pas exploités" ou "Le seul système viable, c'est le capitalisme" -capitalisme confondu volontairement avec la "démocratie", terme bien commode pour envelopper la soumission) cache bien mal leur mépris pour les jeunes (des cités notamment), les travailleurs (immigrés ou pas, avec ou sans-papiers), les Femmes ou les Hommes ("de la France d'en bas"), les SDF et les mal-logés...

A eux les discours menteurs, complaisamment relayés par les médias ; à nous le boulot en 2 x 8 ou, pire en 3 x 8. Eux, ils ne savent pas ce que c'est. Leurs enfants non plus. Mais, ça ne les empêche pas de continuer à nous l'imposer, et, maintenant, de vouloir l'imposer à nos enfants. Sachons ne pas les laisser faire.

¹ : Voir nos anciens numéros.



**Pour exiger la réintégration des 3 militants CNT-AIT licenciés. Pour mettre fin au harcèlement.
Face à un patron tout puissant et très répressif.**

**Barcelone :
Manifestation de solidarité, samedi 15 juillet, 12 heures,
"Plaça dels Països Catalans".**

Vous pouvez également envoyer vos dons à notre journal qui transmettra.

Le Centre de logistique de Sant Sadurn d'Anoia assure, pour l'ensemble des produits commercialisés dans la chaîne, l'approvisionnement des 146 supermarchés Mercadona des régions de Catalogne, de Valence et d'Aragon. Rien que dans la province de Barcelone, cette compagnie dispose de 79 supermarchés. Le Centre de logistique de Sant Sadurn d'Anoia emploie plus de 2 000 salariés.

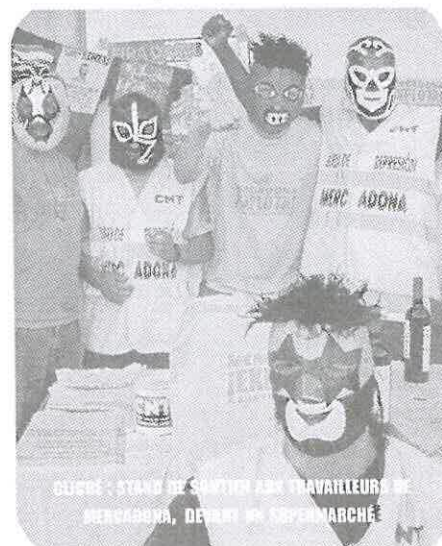
En février 2006, un groupe important de travailleurs du Centre de logistique s'est présenté au Syndicat intercorporatif de Barcelone de la CNT-AIT, afin d'obtenir des renseignements dans la perspective de faire face aux multiples irrégularités qu'ils constataient au quotidien. L'entreprise connaît en effet une situation d'exploitation extrême, résultant d'une "Convention collective d'entreprise" signée par l'UGT (Union générale des travailleurs, antenne du parti socialiste) et le Syndicat (dit) Indépendant de Mercadona. Ces deux "syndicats" ont pour caractéristique

d'être, exclusivement ou presque, composés de délégués syndicaux qui occupent -en même temps- des postes de direction dans l'entreprise. L'attitude raciste, xénophobe, de chefaillerie omnipotente de la direction a fini par provoquer une situation de tension permanente, à la limite du conflit.

La CNT-AIT, qui est présente par ses militants dans toutes les équipes et tous les magasins, mène depuis longtemps le combat pour le respect des droits des travailleurs ainsi que pour leur dignité. Malgré la répression patronale, elle poursuit inlassablement une campagne d'information rigoureuse, utilisant pour diffuser ses propositions aussi bien les tableaux d'affichage de la direction, la demi-heure quotidienne de pose (non rémunérée, depuis la fameuse convention collective) la distribution de tracts dans les autobus de l'entreprise... De ce fait, des groupes de travailleurs de Mercadona se sont progressivement rapprochés de notre syndicat qui est reconnu comme une référence

de lutte, d'engagement et de dignité ouvrière. La CNT-AIT est ainsi devenue numériquement le principal syndicat de la boîte.

C'est alors que trois compagnons de la section syndicale CNT-AIT ont été licenciés et que le secrétaire de la section a été interdit de travail pendant une semaine par la direction. En répon-



CLIQUE : STAND DE SANT Sadurn d'Anoia TRAVAILLEURS DE MERCADONA, DEVANT UN SUPERMARCHÉ

-se, le 3 mars 2006, commençait une grève, pour exiger la réintégration des licenciés et la fin du harcèlement dans l'entreprise.

Le début de la grève a été marqué par un vaste déploiement de moyens policiers (Garde civile) dans les alentours immédiats du Centre de logistique et par le recours, de la part de l'entreprise, au recrutement massif de jaunes dans toute l'Espagne.

Cette grève présente des caractéristiques que nous n'avions pas connues depuis longtemps. Mercadona est en effet un très gros employeur aux multiples accointances, il est tout puissant et prêt à tout pour écraser nos compagnons. Tout lui est permis, l'État régional et l'État national -la Garde civile en particulier- ne sauraient rien lui refuser. Malgré cela, la grève continue depuis 110 jours au moment où cet article est imprimé.

De nombreuses actions de solidarité ont lieu à travers tout le pays. Elles prennent pour cible les supermarchés en question.

Ainsi, le 22 juin, le Mercadona de la place de la Généralité, à Tarragone, a reçu la visite, à une heure de pointe, d'un groupe constitué de clients habituels. Après avoir bien garni leurs chariots des produits les plus divers, ils se sont présentés aux caisses en déclarant qu'ils ne donneraient plus un centime à une entreprise qui maltraite ainsi ses ouvriers. Ils ont non seulement informé de cela les caissières mais aussi les autres clients. Comme cela s'est déjà produit dans d'autres magasins lors d'actions de ce type, de très nombreux clients se sont joints au noyau initial et toutes les caisses se sont retrouvées longuement paralysées par des clients qui refusaient de payer. Pendant ce temps, dehors, un piquet de militants distribuait des tracts et accrochait une grande pancarte de solidarité.

Il ne s'agit là que d'un exemple de ce qui se fait et de ce qui peut se faire, car la campagne de boycott de Mercadona se développe de plus en plus et nous savons de source sûre que Mercadona perd chaque jour des clients.

La détermination des grévistes de Mercadona, dont beaucoup vivent de façon chronique dans la précarité et sont d'origine "immigrée", doit recevoir le soutien de tous.

LA GREVE DES METALLOS

Ce mois de mai 2006, les travailleurs qui dépendent de la convention collective de la métallurgie de Pontevédra (Espagne) sont entrés en conflit avec leurs patrons, puis avec leurs... syndicats. Grèves et

manifestations se sont succédées pendant plusieurs jours contre la précarité.

Ce secteur a été toujours caractérisé par sa combativité mais aussi par les trahisons syndicales qu'il a subies. Un exemple en est la signature de la dernière convention collective (qui est en dessous de tout) par les fameux syndicats représentatifs.

Excédés par la situation de précarité qu'ils subissent, les metallos ont entamé le 5 mai une grève dure, touchant dès le début plusieurs boîtes. Cette grève a très vite été populaire. Les travailleurs des chantiers navals se sont déclarés solidaires ainsi que ceux d'entreprises d'automatisme (même s'ils ne dépendent pas de la même convention collective). Sur cette base, les syndicats ont été contraints de lancer un appel à une première grève générale du métal dans toute la province pour le 11 mai. Vu le mécontentement, la grève promettait d'être un réel succès et de déboucher sur un mouvement social d'ampleur.

C'est sûrement pour cela que ce que les anarchosyndicalistes avaient dénoncé préalablement s'est réalisé : les Commissions ouvrières (CC.OO, antenne du Parti communiste), l'UGT (socialiste), la CIG (autonome) se sont assises à la table de négociation et, comme toujours dans ce cas là, sont parvenus miraculeusement à un "pré-accord". Son contenu est nul, mais, ce pré-accord, qui a été conclu le 10 mai, leur a donné un prétexte pour retirer leur appel à la grève du 11. Du "déjà vu" sous de nombreuses latitudes !

Les bureaucrates syndicaux durent cependant aller s'expliquer devant une assemblée générale aussi dense que houleuse, certains caciques syndicaux échappant de peu à un cassage de gueule. Mais le mal était fait, le conflit était enterré. En effet, dans ce cas comme toujours, ce n'est que lorsque les travailleurs comprennent que non seulement ils n'ont rien à espérer des syndicats mais que ces derniers sont leurs ennemis (car ils sont les alliés du patronat et de l'Etat) et qu'ils doivent agir en dehors d'eux que les luttes peuvent aboutir.

La manifestation de protestation des metallos de Vigo (notre photo de couverture), dans laquelle il n'y a pas une seule banderole syndicale -ni un seul "badge" visible- montre cependant que les syndicats commencent à être marginalisés et qu'il y a donc des raisons d'espérer.



CLICHÉ : ALTERCATION A PONTEVEDRA ENTRE METALLOS ET FORCES DU DÉSORDRE

TEHERAN :

GREVE DES TRANSPORTS EN COMMUN

Pendant plusieurs mois, la grève des salariés de "Sherkat e Vahed", l'entreprise de transports publics de Téhéran, a secoué le pays, parvenant par moments à paralyser la gigantesque capitale iranienne (12 millions d'habitants). Les médias occidentaux, si friands "d'informations sensationnelles" concernant cette zone du monde, ont, comme ils savent si bien le faire quand l'actualité leur déplaît, passé sous silence ce conflit malgré ces répercussions multiples. Pourtant, dans un pays où la grève est absolument interdite, il s'est agi d'un événement d'importance, qui pourrait prendre valeur d'exemple. C'est pourquoi, même si le syndicat de base qui a mené la lutte ne se réclame pas du tout de l'anarchosyndicalisme, nous avons tenu à relayer cette lutte passée sous silence dans le monde occidental.

Ces dernières années, la classe ouvrière iranienne a subi les durs assauts du patronat et de son État (en l'occurrence, un État clérical islamique). Dans ce contexte de recul social, les travailleurs iraniens "bénéficient" des services d'un syndicat officiel. C'est la "Khane-ye Kargar" ("Maison des travailleurs") qui, dans les entreprises de plus de 35 salariés, dispose d'une délégation, la "Shora-ye Slami" ("Conseil islamique du travail"). Ces organisations, créées après la violente répression de 1984, n'ont qu'un seul but : mettre sous tutelle les salariés. Car, en réalité, la "Maison des travailleurs" est une véritable police politico-sociale qui agit dans les entreprises pour écraser toute velléité de lutte (ce qui est d'ailleurs le rôle du syndicalisme officiel dans tous les pays du monde, quelle que soit l'apparence qu'il adopte).

17 "MENEURS" LICENCIES

Tout récemment, en 2003, le capitalisme iranien a fait mine de se libéraliser et de permettre la création de syndicats indépendants (qui restent interdits dans les secteurs dits stratégiques). Sur le papier, il est permis de créer un syndicat libre. Dans la réalité, ceux qui s'y risquent s'exposent aux licenciements et à la répression. C'est ici que commence l'histoire du "Syndicat des travailleurs de la compagnie d'autobus de Téhéran et ses environs". A son appel, en mars 2005, quatre des dix dépôts de transports se sont mis en grève pour réclamer une augmentation de 14 % des salaires. La grève fut brève, mais les salariés obtinrent satisfaction. Le prix à payer

ne se fit pas attendre : 17 travailleurs, présentés comme des "meneurs", furent licenciés.

LES BANDES BLANCHES
DU PATRONAT & DE L'ÉTAT

Le Premier Mai 2005, le siège du syndicat fut attaqué par un groupe paramilitaire au moment où avait lieu une réunion à laquelle participaient les salariés licenciés. Le local fut mis à sac sous le regard complice des policiers qui avaient ordre de ne pas intervenir (sauf au cas où les "bandes blanches" auraient eu le dessous). Les chefs de ces "bandes blanches", dont la ferveur religieuse ne se manifeste en ce bas monde que par une haine furibonde contre les ouvriers (phénomène très commun également en terres chrétiennes...), sont des personnages connus du régime islamique (députés, hauts fonctionnaires du syndicalisme officiel...). Certains de ces personnages ont figuré sans complexes comme "représentants des travailleurs iraniens" lors de la 93ème session de l'Organisation internationale du travail, dont le siège est à Genève.

Les travailleurs ne se sont pas laissés impressionner outre mesure par cette attaque. Au début du mois de juin, une assemblée générale du syndicat indépendant eut lieu pour se réorganiser et rendre les coups reçus. Environ 8 000 travailleurs y participèrent. Les "courageuses" bandes armées islamistes jugèrent plus prudent de ne pas intervenir, sentant bien qu'il y avait danger pour elles de prendre une raclée si elles montraient le bout du turban.

Comme l'entreprise continuait à licencier des "meneurs", diverses ripostes furent organisées, parmi lesquelles, le 7 septembre, une grève de la vente des tickets. A la suite de cela, quatorze militants furent arrêtés à leur domicile. Trois jours après, la grève éclatait dans trois dépôts. Malgré les arrestations, elle se poursuivit plusieurs jours, jusqu'à ce que le maire de Téhéran, un certain Mohammad Bagher Ghalibaf, parvienne à se propulser comme "médiateur", en promettant de faire libérer les travailleurs incarcérés et de faire avancer le dossier.

Les salariés, prenant conscience que les promesses du médiateur étaient une simple manœuvre pour faire cesser le mouvement, ont repris la grève le 28 janvier 2006. Cette reprise de la protestation fit tomber le masque du maire qui, dès lors, déclara qu'il fallait écraser sans pitié le mouvement, qualifié de "sabotage contre-révolutionnaire".

1 300 GRÉVISTES ARRÊTÉS !

Une vague d'arrestations, touchant 1 300 ouvriers du transport s'ensuivit. La majorité d'entre eux a ensuite été remise en liberté, la police conservant les supposés meneurs, responsables du syndicat indépendant. Nous ne disposons pas d'autres informations à ce jour.

L'Iran, qui s'affiche comme un État islamique, comme une théocratie, est présenté généralement en Europe comme obscurantiste et moyen-âgeux. L'histoire ci-dessus montre qu'il n'en est rien : pour ce qui est des techniques de répression et de manœuvres, la bourgeoisie iranienne n'a rien à apprendre des bourgeoisies qui se revendiquent de la Bible ou de l'État de droit. De ce point de vue en effet, l'Iran est une nation moderne, 100 % capitaliste, dans laquelle tout est fait -comme dans les autres pays- pour écraser tout mouvement "incontrôlé" des producteurs.

(D'après "CNT", mensuel de la CNT-AIT d'Espagne) ¶



Quelques petits "dysfonctionnements" sans importance...

Au sein de l'Etablissement public médico-social (EPSM) Le Littoral, familièrement dénommé Midim (du nom de l'ancien hospice auquel il succède), Chantal n'est qu'une petite employée, tout au bas de l'échelle. Pourtant, elle voit ce que, manifestement, personne ne veut voir : des dysfonctionnements qui ne peuvent que retentir sur la vie des patients (des handicapés très lourds, dont beaucoup de cas psychiatriques, "accueillis" souvent à vie). Elle a alerté à plusieurs reprises la direction (avec peu de succès : des réformes ont été mises en œuvre, mais bien tardivement, et beaucoup reste à faire), les syndicats de salariés (avec encore moins de succès), les associations (qui ont laissé courir, quand elles

ne se sont pas retournées contre elle), la DDASS... bref, elle a "tiré la sonnette d'alarme" autant de fois qu'elle a pu, sans jamais recevoir réellement de réponse à ses questions, sans même que sa parole soit entendue et prise en compte. Comme beaucoup d'autres personnes qui se sont risquées à dénoncer un dysfonctionnement institutionnel en milieu soignant, Chantal s'est vu opposer la loi du silence d'abord, les sanctions professionnelles après. C'était cependant mal connaître cette femme de cœur de penser qu'on lui imposerait le silence sur ce qui est fondamental pour elle -et pour nous- : la façon dont les malades, les handicapés, les personnes démunies sont traitées en institution.

Invitée à une émission de la radio libre "Alter-Nantes", Chantal a pu, pour une fois, s'exprimer publiquement. Ce que les autorités de son établissement n'ont pas supporté. Un procès en diffamation lui est actuellement intenté. Notons que l'établissement est sous la dépendance du Conseil général de Loire-Atlantique, et que ce conseil général est "socialiste". Une fois de plus, cette affaire illustre parfaitement la façon dont les patrons "de gôôôche" considèrent leurs salariés, dès que ce ne sont pas des bœni oui-oui.

Mais revenons au procès.

Comme nous l'annoncions dans un précédent numéro^{*1}, "ce qui est sûr, c'est que Chantal avancera témoignages et preuves matérielles de poids". Chose promise, chose due. Nous allons ci-dessous démonter la pièce

maîtresse de la direction, un rapport de la DDASS. Nous laisserons de côté, pour l'instant, d'autres éléments du dossier dont certains s'annoncent sulfureux.

Ce rapport de la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) est daté du... 23 novembre 2005^{*2}. Il n'a été porté à la connaissance de l'accusée que quelques jours seulement avant la première date retenue pour le procès, la privant jusque là des moyens de se défendre (le procès a été reporté de ce fait). Selon ce rapport, tout va bien au Littoral, et l'établissement est vraiment un modèle du genre. Voyons voir ça.

JUGE ET PARTIE

On pourra d'abord s'étonner que, sur une affaire aussi grave -puisque au fond, on touche à la maltraitance ins-

titutionnelle- l'enquête administrative ait été confiée à l'instance même qui, en temps ordinaire, est chargée de la surveillance de l'établissement en question et qui donc, si problème il y a, porte sa part de responsabilité morale. Même si cela est permis sur le plan réglementaire, il aurait été souhaitable, dans un souci éthique, de la confier à des inspecteurs extérieurs au département directement concerné.

LE PRINCIPAL TÉMOIN N'A PAS ÉTÉ ENTENDU

Deuxième anomalie, et de taille : la principale témoin, Chantal, n'a pas été entendue !

Convoquée par un simple coup de fil de son directeur pratiquement sans délai, Chantal, qui travaille de nuit dans un secteur de grande pénibilité, a aussitôt demandé à être convoquée

après une nuit de repos (et pas de travail). Elle a demandé qu'à tout le moins une convocation écrite lui soit adressée. Peine perdue, la direction n'a rien voulu entendre. En particulier, elle s'est bien gardée de modifier le planning de Chantal (ce qu'elle avait toute latitude de faire). Chantal s'est alors adressée aux inspecteurs. Peine perdue également. Les inspecteurs ne se sont pas étonnés que l'entreprise ne fasse rien pour faciliter la présence à leur entretien de la salariée incriminée. Ils n'ont pas daigné non plus lui adresser la moindre convocation écrite, ni reporter leur visite, ni exiger de la direction qu'elle modifie le planning de Chantal, ni recevoir Chantal ultérieurement, ... toutes choses qu'ils avaient la pleine possibilité de faire et qui, pour reprendre la terminologie juridique, étaient de *"nature à permettre la manifestation de la vérité"*.

TINTIN AU PAYS DES SOVIETS

Mais entrons plus avant dans les 61 pages du rapport qui tente de réfuter les trois principaux points que dénonce Chantal³. D'abord, nos inspecteurs ne notent aucun manquement à l'hygiène. Notons à notre tour qu'ils ne visitent pas l'ensemble des locaux, que la direction n'avait aucun intérêt à les conduire dans les endroits douteux et que, surtout, ils se sont eux-mêmes privés de la présence du seul témoin capable de les y conduire.

Donc, nos inspecteurs n'ont rien vu sur le plan de l'hygiène. Mais ils n'ont rien vu non plus sur le plan des médicaments et ils l'écrivent : *"une inspection réalisée par l'Inspection régionale de la pharmacie n'a pas relevé de problèmes de délivrance de médicaments nécessitant des actions correctrices"*. Nous nous sommes donc plongés dans la lecture du rapport de l'Inspection régionale de la pharmacie (IRP). Et, là surprise : c'est un festival d'anomalies qu'on y trouve ! Il faut ou ne pas l'avoir lu ou être frappé d'une bonne dose de cécité psychique pour conclure le contraire. Voyons cela.

UNE PUI FANTÔME

La PUI, en langage hospitalier, c'est la Pharmacie à Usage Interne.

Pour éviter les mésusages, les

abus, les détournements et les erreurs d'administration de médicaments, les PUI sont soumises à une stricte réglementation. Or, depuis au moins 1999 (et peut-être même depuis sa création en 1993), Le Littoral ne dispose pas de la moindre autorisation lui permettant de faire fonctionner une PUI ! La conclusion sur ce point de l'Inspection régionale de la pharmacie ne souffre pas la moindre discussion : *"cette situation n'est pas légalement permise"*. Tous les médicaments distribués depuis au moins sept ans dans cet établissement l'ont donc été dans la plus parfaite illégalité. Une paille pour nos deux inspecteurs !

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE

Tout le monde le sait : pour exercer la pharmacie, il faut avoir au minimum ... un diplôme de pharmacien.

Tout le monde le sait, sauf les responsables de Midim. Aussi incroyable que cela puisse paraître de la part d'un établissement de santé, pour remplacer son pharmacien pendant ses congés annuels, le groupe Midim s'est permis de recruter une personne qui *"ne remplit pas les conditions d'exercice ... elle n'est pas diplômée..."*. (Rapport IRP). C'est, par définition un exercice illégal de la pharmacie, caractérisé par *"le fait de se livrer à des opérations réservées aux pharmaciens, sans réunir les conditions exigées pour l'exercice de la pharmacie"*. C'est là est un délit grave, *"puni de 30 000 F d'amende, et en cas de récidive, de six mois d'emprisonnement et de 60 000 F d'amende"* (article L 4223-1 du Code de la Santé publique).

Pourtant, les inspecteurs trouvent ça normal. Pourtant, leur rapport ne fait pas état de la moindre sanction ni à l'encontre du pseudo-pharmacien, ni de l'établissement qui l'a recruté en violation de la loi. Il y est encore moins fait mention de signalement au Procureur de la République (obligatoire en application de l'article 40 du Code de procédure pénale) ni au Conseil de l'Ordre des pharmaciens. Pourquoi ? La DDASS avait perdu leurs adresses ?

RUPTURE DANS LA CONTINUITÉ DU SERVICE

Ce n'est pas tout. Le rapport de

l'Inspection pharmaceutique souligne un dysfonctionnement majeur : *"L'organisation actuelle ne permet pas de garantir la continuité du service pharmaceutique"*. Pourquoi ? Parce que *"par décision des Directeurs ... le temps de présence du pharmacien a été réduit"*. Et tant pis si cette rupture dans la continuité d'un service aussi fondamental que l'est la pharmacie dans un hôpital, est en toute hypothèse un facteur de risque et une pourvoyeuse potentielle d'erreurs dans l'utilisation des médicaments !

SUBSTANCES VENÉNEUSES : PASSEZ, MUSCADE

Nous pourrions encore citer d'autres dysfonctionnements graves répertoriés dans le rapport de l'IRP.

N'en ajoutons qu'un, celui qui concerne les médicaments les plus dangereux, les substances vénéneuses. Afin de parer à toute erreur dans la prescription ou la distribution de ces substances toxiques (erreur qui peut s'avérer fatale à des patients), la réglementation impose des règles de prescription. Au Littoral, elles sont tellement méconnues que l'IRP se voit dans l'obligation dans les rappeler dans le détail ! Non seulement les *"supports de prescription ne sont pas conformes à la réglementation"* mais *"la liste des personnes habilitées à prescrire, avec leur signature"* n'a pas été transmise à l'Inspection de la pharmacie, ce qui ne permet pas les contrôles normaux pour les substances vénéneuses.

Bref, concernant les médicaments au Littoral, le constat est accablant. Il n'y a pas d'autre terme.

VIOLENCES ET MALTRAITANCES

Depuis des années, Chantal a également dénoncé les violences dont les patients sont victimes. Que nous apprend le rapport sur ce point ? Tout d'abord qu'il faut attendre 2001 pour que, dans un établissement qui accueille des cas psychiatriques lourds et parfois violents, un simple recensement des violences soit enfin réalisé ! On croit rêver. Et le résultat est éloquent : le premier chiffre cité, celui d'une simple étude préliminaire, fait ressortir pas moins de 363 actes de violence pour une seule année,

soit, pratiquement un par jour ! Et la direction ne s'était rendu compte de rien jusque là ! Et on nous parle d'un établissement modèle ?

En ce qui concerne la maltraitance à proprement parler, cela a été encore plus long à venir. Ce n'est qu'en 2005 que : "Par note de service ... l'EPSM a élaboré un protocole ... en cas ... de maltraitance". Jusque là, pas de protocole de prévu donc. Et un protocole, c'est vraiment le *minimum minimorum* de ce qu'on peut attendre sur ce sujet dans ce type d'établissement !

Notons de plus que, la simple mise en place d'un recensement des violences et un peu d'attention portée à la question les ont fait chuter d'une manière spectaculaire. Nos inspecteurs notent en effet l'évolution suivante "212 incidents en 2003, puis 138 en 2004 et enfin 120 en 2005".

Mais ils se gardent bien de tirer la conclusion qui s'impose : si, tenant compte des alertes données par Chantal au lieu de les dénier en permanence, la Direction avait immédiatement réagi au lieu d'attendre 2001 pour le faire, environ 65 % des actes de violence commis dans l'établissement auraient pu être évités aux patients pendant plusieurs années !

AU BOULOT, UN PTIT COUP, C'EST LA FÊTE !

Si la violence et la maltraitance dans les institutions sanitaires sont des sujets tabous, l'alcoolisme au travail l'est tout autant.

Confrontée à des collègues qui boivent pendant le travail -lequel d'entre nous aurait envie d'être soigné dans ces conditions ?-, Chantal s'adresse confidentiellement à la Croix d'Or pour obtenir des conseils. Une responsable de la Croix d'Or en informe immédiatement la Direction du Littoral. Et la lettre de Chantal se retrouve "par miracle" entre les mains du personnel. C'est le tollé, des sanctions sont demandées -et obtenues- contre Chantal.

Deux choses sont à remarquer sur ce point :

D'abord, la consommation d'alcool sur les lieux de travail est strictement réglementée. Or, ni le fameux rapport des deux inspecteurs ni les nombreux

documents cités tout au long des 61 pages ne font la moindre allusion à cette réglementation. Serait-elle méconnue à ce point ? Pourtant, le Code du travail interdit "à tout chef d'établissement (...) de laisser introduire ou de laisser distribuer dans les établissements ... pour être consommées par le personnel, toutes boissons alcooliques autres que ... la bière, le vin, ..." (article L 232-2). Or diverses pièces rapportées par les inspecteurs eux-mêmes font ressortir que de l'alcool est servi aux personnels lors de "temps festifs". A moins que ces "temps festifs" ne soient arrosés au gros rouge ou à la bière, il y a tout lieu de craindre que quelques libertés supplémentaires n'aient été prises avec la réglementation. Mais, après ce qu'on a vu pour les médicaments...

Ensuite, la Croix d'Or (association composée essentiellement d'anciens buveurs) "... s'engage au respect de la plus stricte confidentialité" (statuts, article 7). Que cette confidentialité soit rompue sans aucun scrupule pour "enfoncer" Chantal n'étonne pas nos deux inspecteurs, pas plus que Le Littoral ou la Croix d'Or. Que la personne qui a rompu ce secret soit une "ancienne" du Littoral ne les étonne pas plus. Mais, pour nous, cet épisode illustre parfaitement bien la situation dans laquelle se trouve Chantal : prise dans un réseau de relations qui n'hésite pas, pour la "coincer", à violer les règles déontologiques les plus élémentaires.

Nous attendons le verdict de ce procès. Nous n'avons abordé ici qu'un des multiples aspects. Sûrement aurons-nous l'occasion d'en développer d'autres.

_1 : "Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°94, "Une petite voix qui ne la fermera pas". _2 : "Rapport définitif de la mission d'inspection réalisée à l'établissement public médico-social Le Littoral de Saint Brévin les Pins, 23 novembre 2005", Hélène de Séverac, Médecin inspecteur de santé publique et Raphaël Gaborit, Inspecteur des affaires sanitaires et sociales, tous deux de la Loire-Atlantique. _3 : à savoir les problèmes d'hygiène, les dysfonctionnements dans la distribution des médicaments, et enfin ceux relatifs à la violence/maltraitance et à la consommation d'alcool.

APRÈS LA PERTE D'UN ENFANT HANDICAPÉ

TEMOIGNAGE

En France la loi prévoit que le parent accompagnant d'un enfant très lourdement handicapé quitte son emploi pour que son enfant puisse bénéficier de "l'AES 6e catégorie", permettant à ce parent d'assurer les soins et l'éducation. Or au décès de l'enfant, l'allocation est immédiatement interrompue laissant le parent aidant dans une complète misère matérielle et humaine : pas de droits sociaux, pas d'allocation chômage, pas de droit Sécu, pas de possibilité de reconversion professionnelle, un complet déni du travail accompli... Ce travail invisible, source de richesse non prise en compte dans les PIB des États est en général fourni par les femmes. Violence contre les personnes handicapées et violence institutionnalisée contre les femmes !

Je viens de prendre soin de mon enfant handicapée qui est décédée à l'âge de 11 ans. J'ai été contrainte, me trouvant sans aucune ressource ni droit sociaux après le décès de mon enfant, de reprendre une activité d'aide-soignante alors que j'étais dans un état de désespoir qui ne me permettait absolument pas de travailler. 6 mois plus tard j'étais en arrêt maladie. A ce jour comme je n'ai aucune reconnaissance de mon travail auprès de mon enfant, je n'ai plus droit aux indemnités journalières, alors que je suis toujours en arrêt maladie. J'ai donc demandé le RMI. Et comble de cynisme Il me faut tenir 4 mois avec 110,15 euros, car les indemnités journalières qui m'ont été payées ces trois derniers mois (février 633,69 euros, mars 657,16 euros, avril 445,93 euros) ne sont pas neutralisées car ce sont pas des droits ASSEDIC !

J'ai commencé depuis samedi une grève la faim qui va se poursuivre tant que le montant de mon RMI ne me sera pas accordé intégralement. Je revendique la possibilité de me soigner dignement, de faire un bilan de compétences et de pouvoir choisir mon insertion dans le cadre du RMI.

S

Les Négriers Modernes

Fin de la régularisation automatique pour un étranger en situation irrégulière depuis 10 ans.... regroupement familial et droit à la libre association entre individus suivant les affinités bafouées... Il ne sera pas très bon de s'aimer entre Français et "étranger", comme de vouloir côtoyer des "immigrants", car il se pourrait qu'on les "protège" et que l'a suspicion s'installe si l'on ne suit pas la politique utilitariste et exploiteuse de l'État et ses sbires ! Sous une excuse d'utilitarisme économique, cette politique installe insidieusement le fascisme dans nos comportements sociaux.

Les "immigrés", c'est-à-dire, dans la définition actuelle, tous ceux qui ne sont pas naturalisés Français et "intégrés", sont montrés du doigt. On focalise et développe le sentiment de suspicion sur cette partie de la population. Face aux problèmes économiques et sociaux, le même "adversaire" revient sans cesse : "l'immigré".

Car même ceux qui sont en situation régulière, donc ceux qui ont un travail et remplissent les "conditions" économiques que prescrit le Docteur Sarko face à la maladie de l'immigration, seront pénalisés. Le droit de vivre en famille sera un parcours du combattant, les conditions du regroupement familial auront des critères quasi impossibles à remplir (sur les ressources, sur le logement, etc....) et le maire devra "donner" son avis sur "l'intégration" de la famille.

Problème.

Car que cache ce mot "intégration" ? Être "bien vu" par la population de la ville où l'on habite, ne pas avoir de problème de voisinage, pas

droit aux conflits sous peine de problèmes d'expulsion, en somme : "être propre" ?... La délation a de beaux jours devant-elle...

Sarkozy reprend le bon vieux programme du Front National...

Une carte "compétences et talents" (!) permettra aux hommes du pouvoir de perpétuer l'esclavage moderne des êtres humains. Contrôle du corps social et emploi abusif des personnes dans un seul but : asservissement du temps de chacun pour une économie de profit au bénéfice d'une oligarchie arrogante et imbécile...

Vendredi 5 Mai a été adopté par les députés un projet de loi limitant les activités professionnelles à des zones géographiques précises pour les travailleurs étrangers : "Concrètement, un étranger ayant bénéficié de ces dispositions qui perdrait son emploi ne serait autorisé à en chercher un autre que dans le même métier ou la même zone géographique", précise dans son rapport Thierry Mariani (UMP).

On se rappellera que des étudiants et lycéens qui, voulant faire grève pendant le mouvement anti-CPE, ont été condamnés par les instances judiciaires à disserter pendant 4 heures sur la "liberté de circulation des personnes". Cynisme du pouvoir et de la justice bourgeoise ? Nos chers politiciens féodaux devraient se remettre à disserter sur leur pouvoir, je ne suis pas sûr qu'ils seraient reçus à l'examen de l'école du peuple...

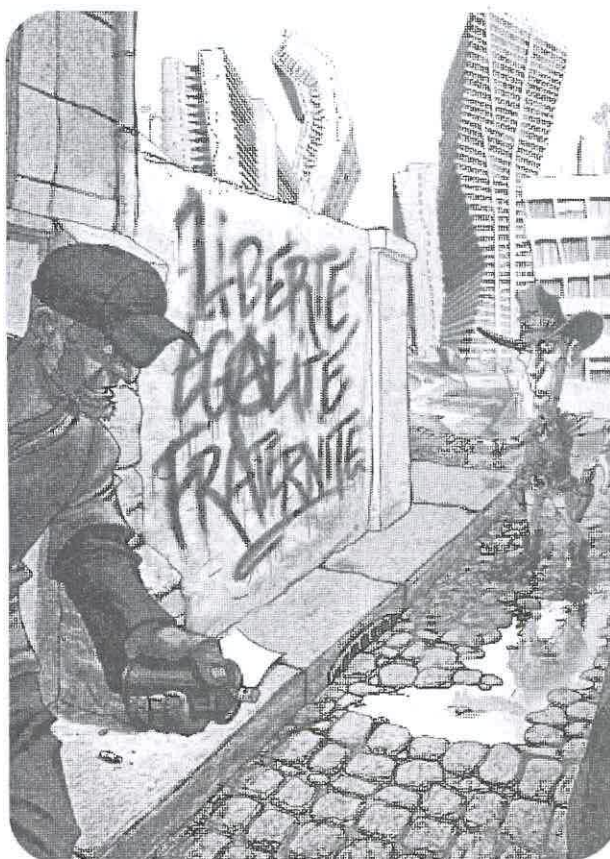
Renforcement de la précarité et institutionnalisation de la clandestinité, exploitation de l'homme par l'homme, critères de sélections purement liés à un utilitarisme économique niant les talents individuels de chacun : tu es "utile" suivant "nos" critères,.... homme au service de l'économie et non l'inverse, toutes ses mesures n'amènent

qu'à des sociétés de plus en plus fascisées.

Fascisme subtil, puisque l'information est extrêmement bien distillée à travers nos médias qui permettent d'obtenir un consentement progressif des masses, il n'en est néanmoins que plus présent dans nos comportements et nos mœurs... Immigrés "utiles", jeunes "violents" (mais la société, le système ne le sont-ils pas ?), rapports entre individus gérés surtout par l'opportunisme et le "désir de carrière", éloge des valeurs bourgeoises et libérales (la hiérarchie, justifiée comme seule possibilité d'Ordre, l'exploitation des personnes par le salariat justifiée par la soit-disant nécessité de "motiver" les salariés, - d'où l'équation exploitation = motivation !-, la loi du plus fort qui détruit la solidarité naturelle des personnes, etc.).

Face à ce constat, nous devons lutter pour les droits fondamentaux des individus. Restons solidaires. Comme disait Proudhon, nous sommes des "citoyens du Monde", la notion d'étranger n'existe pas, car le sol appartient à tout être humain. La notion d'immigré et d'étranger n'apparaît qu'avec celle de Nation et d'État. Elle disparaîtra avec.

Soleil Noir





1er Mai 2006 : Rallye de la Liberté

Entre la répression sauvage des "événements" de novembre dans les banlieues et celle contre les jeunes révoltés par le CPE, plus de 10 000 jeunes sont passés entre les mains de la police dans toute la France. Beaucoup ont subi des violences. D'autres sont en prison ou en attente de procès...

Pour ce premier mai, le Comité de lutte CPE (Chômeurs, Précaires, Étudiants, auquel participaient les militants de la CNT-AIT) avait choisi d'organiser, sous forme d'un rallye allant d'un quartier jusqu'à la prison de

Seysses, une action de solidarité avec toutes les victimes de la répression (ceux dont il est question ci-dessus, mais aussi tous les autres). Comme tous les organisateurs connaissaient le rôle fondamental



des médias, l'appel lancé précisait clairement "Journalistes et médias non souhaités". Pas plus que les politiciens ou les flics, les journalistes n'ont rien à faire en effet dans notre mobilisation.

Pendant que les éternels étouffeurs de lutte (syndicats, partis de gauche, vignoles et quelques autres) défilaient dans le centre ville (pas très nombreux : moins d'un millier de personnes toutes organisations confondues, malgré le soutien appuyé de la presse locale) nous avons choisi de nous réunir dans une des banlieues de Toulouse les plus touchées par la répression, le grand Mirail. La dalle de

Bellefontaine (où la CNT-AIT organise depuis 1996 son 1er Mai) étant détruite, c'est sur la place Abbal, au cœur de La Reynerie, que nous avons commencé à nous réunir à partir de 10 h 30

(photo 1). Pendant que les uns allaient au ravitaillement, les autres se reposaient préventivement ou papotaient avec des copains ou des habitants autour d'un gobelet de thé.

Les premiers marcheurs nous quittèrent bientôt, et vers 12 h 30, ce fut le tour des coureurs à pieds bien-

tôt suivi des cyclistes, puis, des voitures et enfin du bus de Planète en danger. Direction l'église de Seysses pour tous (13 km à partir de la place Abbal). Tout le monde s'est retrouvé là vers 14 h. Après un temps de rafraîchissement, on s'est mis en route vers la prison à travers le village (photo 2).

Certains n'en croyaient pas leurs yeux. Les fenêtres s'ouvraient pour nous voir passer : Il est vrai que les manifs, dans la commune de Seysses, ça

doit être plutôt rare... Puis, on a pris la route (photo 3). Les vélos devant, les piétons derrière, le bus fermant le cortège. Arrivés sur l'entrée du parking de la prison, un cordon de gendarmes bloquait la route. On s'est approché le plus possible, puis on s'est posé (photo 4). Alors, des copains ont crié ce qu'ils avaient sur le cœur, et on s'est préparé à rester là un bon moment.

René Binamé et ses copains (merci à eux), ont sorti leur matériel et ont donné, là, sur le parking de la prison de Seysses, un concert improvisé pour les prisonniers et

leurs amis ! (photo 5) Un concert d'enfer qui a passé les murailles et s'est fait entendre jusqu'au fond des geôles. Ça c'est du 1er Mai ! De mémoire de taulard, on n'a pas dû entendre ça souvent ! Et rien de tel comme de la musique et des copains sur un lieu aussi triste qu'un parking de prison pour remonter le moral de tout le monde ! On était là, au moins 140 personnes, venues à pieds, en vélo, en voiture, des militants (de "toujours" et de maintenant), des familles (qui ont leur jeune en prison ou qui l'ont eu) des enfants (qui ont un parent en prison ou qui l'ont eu). Il y avait des punks (un charter venu d'Ariège, salut à eux), des dames en tchador (salut à elles aussi -elles n'ont pas souhaité qu'on les voit sur les photos), des habitants du centre ville comme des banlieues, des cheveux blancs (salut, papy) et des crétaras. Tous différents, mais tous là pour la même chose. Chacun avec ses mots. Chacun avec sa façon d'être. Chacun avec son histoire. Mais tous bien déterminés. Alors, on reviendra. C'est sûr. ✎

CASP (COLLECTIF D'AIDE ET DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS)

Vous pouvez apporter votre aide aux prisonniers de multiples façons : en participant aux actions du CASP, en écrivant à des prisonniers isolés, en les aidant matériellement... N'hésitez pas à nous contacter. Les dons doivent être envoyés à CASP, 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse. Chèques à l'ordre du CDES, CCP 3 087 21 H (présenter CASP au dos du chèque).

TEMOIGNAGE : "Un chantier extérieur"

Je voudrais dénoncer cette véritable force répressive qui agit dans l'ombre, je veux parler des travailleurs dits sociaux dans le milieu carcéral, en apportant un témoignage. Une femme qui purge sa peine à la prison de X, grâce à sa bonne conduite, au fait qu'elle suive des formations... finit par sortir en "chantier extérieur" avant d'être libérée. Mais, ne nous réjouissons pas trop vite, et reprenons du début.

Dès leur arrestation, procédures, emprisonnements, les femmes subissent le mépris du personnel féminin qui les encadre, et la misogynie de cette société toute entière, de plein fouet. L'un des premiers maillons de la chaîne, c'est l'assistante sociale qui s'occupe des dossiers. Elle prend un malin plaisir -sadisme ?- à faire traîner en longueur les dossiers de personnes incarcérées, systématiquement, ce qui lui permet d'exercer un pouvoir implicite, qui lui donne une autre dimension, une autre importance dans la hiérarchie, que sa place d'assistante sociale. Résultat gravissime de l'attente des dossiers, c'est la perte d'un éventuel emploi à l'extérieur, et forcément une plus longue incarcération. L'attente, l'incertitude, sont des pouvoirs oppressifs contre les personnes incarcérées, ce sont des pénalités supplémentaires à l'enfermement.

Le deuxième maillon de la chaîne, c'est le Centre censé préparer au retour dans la "vie active", qui est chargé de contrôler, de fliquer, la personne une fois qu'elle a obtenu son

"chantier extérieur". Il faut savoir qu'un "chantier extérieur" est assorti de conditions draconiennes, il ne donne pas la levée d'écrou, la personne doit être de retour dans son studio impérativement à 18 heures, juste après son travail, car elle est contrôlée tous les jours -parfois dans la nuit. Elle doit faire un compte-rendu de la journée, fournir à répétition des justificatifs, et aussi subir un langage autoritaire où on ne se gêne surtout pas pour rappeler autant de fois qu'on veut qu'on a le pouvoir de te faire remettre en prison. C'est un véritable harcèlement quotidien. En gros, tout est fait pour te faire craquer nerveusement par des conditions insupportables. Dès que le Centre constate la moindre petite entorse à son règlement, il envoie un compte-rendu dénonciateur au juge.

Dans cette histoire, après un compte-rendu assassin (il n'y avait pourtant pas vraiment de quoi), quelques jours après, la personne est conduite par le Centre devant le juge qui lui signifie son retour derrière les barreaux.

Est-ce que les pressions et le flicage quotidien sont un moyen de se réinsérer dans la vie active où plutôt des méthodes mises au point pour laminer psychologiquement un peu plus les personnes et les renvoyer dès qu'on veut à la case prison ?

N'a-t-on pas raison de penser que cette société, qui se prétend humaine, est une machine de guerre qui broie des êtres humains ici, et surtout sur cette planète, avec une multitude de méthodes toutes aussi barbares les unes que les autres ?

Gaston ✎

L'"Assemblée en Lutte" (ancien comité CPE? Chômeurs, précaires, étudiants) et des habitants du quartier ont organisé le 21

juin à La Reynerie une fête en soutien au CASP (Comité d'Action et de Soutien aux Prisonniers). Les festivités ont débuté à 16h (entre les bâtiments Jean Gallia et Eric Satie) avec un spectacle de contes auquel ont assisté une trentaine d'enfants, puis se sont poursuivies par un repas fraternel qui a réuni une centaine d'habitants du quartier et de membres de l'Assemblée en Lutte. A la fin du dîner, quatre groupes de Hip-hop de la Reynerie (Shelty ; Vito ; Staff Vérité ; Beni Blanco), accompagnés par un DJ, (Djamel techno-dance) ont joué pour divertir mais aussi témoigner de la réalité du quartier. La soirée s'est terminée

FETE AUTO-ORGANISEE DE LA MUSIQUE

par la projection d'un film sur le bouclage de La Reynerie en 2005 par la police et la lutte pour la libération de quatre jeunes qui avaient été alors emprisonnés. Ce film a donné lieu à quelques débats informels entre les gens du quartier.

Les fonds recueillis par le CASP iront à l'achat de sous-vêtements destinés à ceux que l'administration pénitentiaire appelle les "indigents" (c'est-à-dire des prisonniers sans aucune ressource, qui n'ont même pas de quoi changer régulièrement de sous-vêtements). Eh oui, dans les prisons de notre généreuse république, la lessive -comme presque tout- est payante et les prisonniers sans le sou doivent s'en passer.

PAS DE CHEQUE, PAS D'AMAP !

En juin dernier, nous nous sommes rendus aux réunions de l'association "La Rochelle Paysanne" en projet de développer une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). L'objectif, plutôt sympathique, était la mise en rapport direct entre le consommateur et le producteur.

Trois agriculteurs répondirent présents. Grâce à l'AMAP, l'un pouvait diversifier sa clientèle, l'autre stopper un marché pour se consacrer plus à son exploitation, le dernier envisageait d'embaucher un nouveau salarié.

L'AMAP offre un bonus aux producteurs participants en encourageant -retour à la terre oblige- le travail participatif des adhérents dans les exploitations. Pour la saison, inutile dès lors de se casser la tête pour la cueillette des haricots et des petits pois ou le buttage des pommes de terre : les maraîchers auront une main-d'œuvre corvéable et conviviale, dans l'optique de tisser des liens dans le cadre destressant d'une super-ambiance de saison agricole. Bref, une main-d'œuvre prête à en baver un coup "tout ça pour mon gentil producteur bio qui me livre chaque semaine mon panier avec tant de gentillesse".

Cependant le nerf de la guerre reste bien entendu l'argent. Nous sommes là pour faire vivre trois exploitants agricoles, pas pour refaire le monde, on s'adapte à l'économie capitaliste à défaut de vouloir la combattre. Parlons franc : les paniers sont mis à la vente au prix de 8 euros et 16 euros.

Déjà cela est dissuasif pour certains. Premier écrémage. Durant la réunion, il fut question d'une vague caisse de solidarité pour que les plus démunis puissent avoir un panier. Cependant l'idée fut abordée en cinq minutes et on resta très flou sur la somme allouée à cette caisse et sur qui prendrait la décision "d'offrir" à "son bon pauvre" son panier de légumes. Bref, la caisse de solidarité ne reste qu'un projet illusoire. Pour faire partie de la grande famille de l'AMAP, il faut signer 24 chèques d'avance qui seront débités, mois par mois. C'est une "avance sur consommation".

C'est une condition impérative. Pour les personnes sous tutelle par

exemple ou simplement qui n'ont pas les moyens d'avancer du fric pour payer ce qu'ils mangeront le mois suivant, c'est foutu. A l'AMAP on appelle cela "fonctionner à la confiance" : pas de chéquier, pas d'adhésion. Pour les chômeurs, les Rmistes, les précaires, ceux qui ne savent pas ce qu'ils "toucheront" le mois suivant, c'est le coup de grâce, tu peux toujours retourner dans ta banlieue et te broser pour avoir ton panier de légumes bio.

Une amie en a fait les frais, laissons-lui la parole : "En fait, j'avais déjà abordé pendant la réunion mes inquiétudes sur le fait de devoir signer 24 chèques d'avance car légalement ces chèques pouvaient être encaissés dès le moment où je les avais signés et datés. La question de confiance que l'on m'avait opposée ne me paraissait pas convaincante. La confiance n'aurait pu s'instaurer que sur un traitement ramenant tout le monde à égalité quelles que soient les ressources. S'il était question de confiance, pourquoi mon engagement à acheter régulièrement un panier par semaine pendant six mois n'était-il pas suffisant ?

De plus, je ne connaissais pas la centaine de personnes présentes dans la salle, les statuts de l'association n'étaient même pas déposés. Il me semblait que toutes les garanties étaient en faveur des organisateurs-producteurs, sans qu'aucune soit accordée aux adhérents.

Ma seconde objection tenait à l'obligation de payer sa consommation de panier un mois à l'avance. Il se trouve que nos revenus issus de salaires ou d'allocations sont perçus à terme échu. Payer mes quatre paniers un mois à l'avance faisait figure d'un investissement que je ne pouvais me

permettre. Je n'ai rien contre l'entraide gratuite mais l'on y rajoutait du travail bénévole auquel je devais m'engager. L'impossibilité de réguler ma consommation en fonction de mes besoins et de mes moyens financiers irréguliers et précaires..

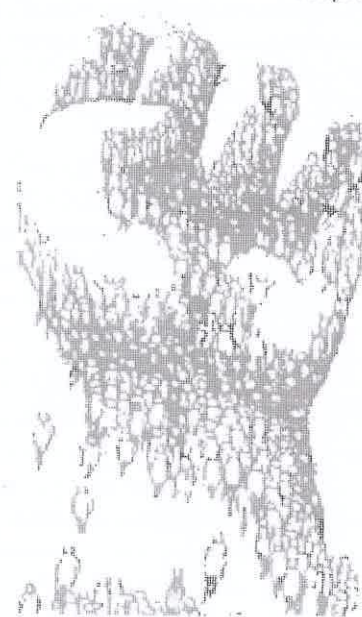
Je n'étais même pas en mesure de m'engager sur ma disponibilité pour du travail bénévole, au vu des lois sur la remise au travail des précaires qui ne nous laissent aucune certitude ni sur les ressources ni sur la libre disposition de notre temps.

J'ai donc proposé aux deux personnes en charge de la trésorerie de payer l'adhésion (8 euros) et de régler en liquide l'achat de mes paniers au moment des distributions. Cette proposition fut rejetée ainsi que mon adhésion.

Comme j'osais émettre une relative inquiétude à la vue de tous ces chèques déposés sans beaucoup de garanties par la centaine de personnes présentes et que j'essayais d'argumenter sur ce système excluant une fois de plus les plus précaires, un des organisateurs m'a pris à parti : "Tu dois certainement consommer un tas de produits inutiles. Et puis tu as sans doute un copain ?".

Il commença à me brancher sur mes proches qui auraient dû subvenir à mes besoins... il termina son laïus en me traitant de "coupeuse de cheveux en quatre". Je suis sortie de cette aventure effondrée avec une fois encore l'impression que les précaires étaient invisibles."

Eric et Sylvie



POST-
OU
ANTI-

INDUSTRIELS ?

La publication récente par l'Union Locale de Caen d'une brochure intitulée sur les Organismes génétiquement modifiés (OGM) suscite actuellement au sein de la CNT/AIT un vrai débat, parfois rude, mais en tout cas essentiel, sur la société capitaliste dans sa dimension techno-scientiste et industrielle.

TROIS QUESTIONS

A partir de la brochure de Caen et de textes critiques produits par divers syndicats, notamment ceux de l'Essonne et d'Amiens, l'Union Régionale Midi-Pyrénées a, à plusieurs reprises, débattu des OGM mais surtout du rôle de la science et de la technocratie, avec pour guide trois questions :

- Quelles positions adoptons-nous aujourd'hui face au totalitarisme de la techno-science ?

- Quelle forme et quelle place aura le savoir dans la société anti-autoritaire et non marchande que nous bâtirons demain ?

- Que ferons-nous de ce qu'il restera de la société technologique ?

Disons-le de suite, au sein de l'U.R. Midi Pyrénées, s'il y a unanimité pour rejeter l'usage du savoir fait par le pouvoir et l'emprise de la technocratie sur nos vies, les avis sont loin d'être partagé sur plusieurs points.

Ainsi, si sur le rôle du nucléaire actuel civil et militaire il y a pour nous tous l'évidence de refuser le nucléaire aujourd'hui et de l'arrêter demain, il n'en va pas de même en ce qui concerne les OGM et notamment la thérapie génique.

Certains d'entre nous pensent que c'est le principe même des OGM qui est à rejeter car la manipulation génétique n'est ni plus ni moins que la construction "d'une machine vivante incontrôlable". D'autre pensent que la thérapie génique peut représenter un progrès réel, s'il est socialement contrôlé. De même pour la biotechnologie liée à la vaccination. Certains pensent que la vaccination représente un vrai progrès en terme de survie des individus. D'autres sont convaincus que la vaccination est avant tout une

histoire de profit pour les industries pharmaceutiques et que l'on tait les aspects négatifs de celle-ci (développement d'agents pathogènes résistants, affaiblissement de la résistance humaine, ...). Mais ce débat lancé par les copains de Caen et Amiens, conduit naturellement bien au-delà des OGM ou de tel ou tel aspect de la technologie. Au fond, deux conceptions de la notion de progrès et de son usage coexistent dans nos discussions (et parfois chez un même individu) : celle d'un progrès du savoir moderne potentiellement émancipateur mais détourné et contrôlé par le pouvoir capitaliste, et celle d'un progrès et d'une science consubstantiels du pouvoir (dans ce monde technocratique, la science "énonce le vrai" !) et donc à repenser dans sa totalité. Et cela vaut pour aujourd'hui comme pour demain. Que ferons-nous des "cadavres exquis" de la techno-science : Web, OGM, centrales nucléaires, agrochimie, industrie pétrolière ... ? Les utiliserons-nous d'une façon "socialement intelligente et équitable" ? Ou devons "détruire les ruines" pour ne pas courir le risque d'un retour en arrière ?

UN DÉBAT QUI SE POURSUIT

Les discussions menées en Midi-Pyrénées n'ont pas permis aux militants de trancher. Par contre, elles ont mis en évidence un aspect important du problème de la société industrielle que n'ont souligné ni les copains de Caen ni ceux de l'Essonne et d'Amiens. Parce que nous voulons un monde anti-autoritaire, la société que nous devons bâtir sera une société non hiérarchique et non-centraliste, une société qui combattra donc toute



forme d'organisation pyramidale. Or la techno-science est à la fois un des moteurs et le produit de l'organisation centraliste du capitalisme actuel. La nécessité de concentrer des matières premières d'origine diverses pour assurer la production, la sophistication et le cloisonnement des processus de production, la planification des étapes industrielles, tous ces facteurs font que la techno-science ne peut exister que dans un schéma d'organisation hiérarchique, planifié et à fort pouvoir de concentration des moyens.

Un changement de société impose l'effondrement total de l'organisation hiérarchique et centraliste, ce qui provoquera en techno-science comme ailleurs des effondrements collatéraux. Le savoir de demain, nous l'espérons, ne sera pas une science mégalomane prétendant domestiquer la planète, mais un savoir accessible et partagé, et non confié à une caste d'initiés.

On le voit bien, en région Midi Pyrénées comme dans beaucoup d'autres, les avis sont multiples et souvent divergents. Ne soyons donc pas trop péremptoirs dans nos convictions, il faudra, je crois encore bien des discussions pour aboutir à une position claire et partagée par beaucoup d'entre nous sur le rôle du savoir et de ses productions techniques.

Paul

Dans le cadre du 20ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, une manifestation contre la construction de l'EPR, a eu lieu le samedi 15 avril 2006 dans le Cotentin.

Nous avons assisté, comme d'habitude, à une énième bagarre de chiffres : 2 500 pour la police, 30 000 suivant les initiateurs. Voici l'état du rapport de force des divers courants idéologiques dans la manifestation : la principale composante était les Verts, suivi des alter-mondialistes (associations de militants écolos et d'Attac...). Les "nanars" de tout poil (Alternative libertaire, Fédération anarchiste, No pasaran, ...) assurèrent également leur présence ; elle demeura relativement modeste au vu de la réalité numérique du cortège (entre 100 et 130 personnes) mais fut épaulée par la présence de deux camions sonos. Celui d'AL n'a pas cessé de pousser le volume sonore à son amplitude maximale pour couvrir celui de la FA... On se croyait dans une énième kermesse syndicale spectaculaire. Cela fut extrêmement risible. La "Coordi-nation contre le nucléaire" et son monde mortifère n'a groupé que peu de monde derrière sa banderole. Quant à la CNT-AIT, nous étions là, en forme. Drapeaux rouges-et-noirs déployés dans le vent malgré l'omniprésence d'une pluie battante, nous avons sillonné la manifestation en distribuant notre tract et en entonnant quelques slogans, dont un fut même repris par un groupe de reggae : *"Si les déchets sont sans danger, enfouissez-les à l'Élysée !"* La mobilité si chère à Deleuze s'est révélée à nous de manière spontanée ! Quelques-uns d'entre nous se rendirent ensuite au "Village autogéré".

Cette manifestation nous donne l'occasion de rappeler, autour de la question du nucléaire, quelques aspects qui structurent le capitalisme et que les contestataires de la néo-gauche semblent refouler. Tout d'abord, rappelons que la promotion du nucléaire résulte de la conspiration pour qu'un impérialisme (en l'occurrence, celui des USA) triomphe de l'autre (à l'époque, celui du bloc communiste) et soit ainsi en mesure de

Contre le réacteur de 3ème génération

sécuriser l'extension de ses marchés, de pérenniser son taux de profit et d'éviter un scénario du type "crise des années 20".

Ajoutons que, faute d'un changement radical de société, l'extension du nucléaire civil est loin d'être achevée. Actuellement, les USA assurent, grâce au nucléaire, 20,1 % de leur production d'électricité. Ils prévoient de renouveler leur parc (constitué de 69 centrales à eau pressurisée et 34 centrales à eau bouillante), et d'enterrer le moratoire en vigueur depuis 1973.

Au niveau militaire, c'est la même chose. On distingue actuellement : 1/ Les puissances nucléaires majeures (USA : 7 500 têtes nucléaires, Russie : 8 200), 2/ Les puissances nucléaires moyennes (Grande-Bretagne : 200, France : chiffre non connu, Chine 400), 3/ Les puissances nucléaires faibles (Pakistan : 24 à 48 Inde : 30 à 40), 4/ Les puissances nucléaires supposées (Israël : selon ses services de renseignement US : 82 têtes, Corée du Nord : 1 à 2 têtes...). Mais il ne faut pas oublier que des pays comme la Libye, l'Egypte, l'Irak, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine, etc. sont (ou ont été) soupçonnés de mettre en place un programme de recherche nucléaire.

Le nucléaire est donc actuellement un oligopole. Il contribue au maintien d'un ordre capitaliste mondial qui repose sur la division hiérarchique des territoires (les blocs impérialistes et ses vassaux) et des ensembles sociaux (les classes). Mais, l'extension continuelle du capitalisme se confronte aujourd'hui à une problématique de taille, provoquée en grande partie par l'épuisement des ressources énergétiques. Cette situation est susceptible de raviver des tensions entre les différents blocs impérialistes, certains pourraient, en ayant

recours au protectionnisme, choisir de privilégier des intérêts nationaux au détriment d'une fonte dans un capitalisme transnational (dont l'aboutissement est la mondialisation).

Autre point à débattre : il est de bon ton d'entendre, chez les contestataires de la néo-gauche et même chez les radicaux le slogan suivant : "Arrêt immédiat du nucléaire", accompagnée de l'idée que toutes les autres choses pourraient rester comme elles sont. C'est là une pure incantation. Car l'arrêt immédiat du nucléaire entraînerait un bouleversement du mode de production capitaliste et du mode de consommation. C'est pourquoi, il ne peut exister de lutte anti-nucléaire qui soit opératoire sans un assujettissement au principe de la lutte des classes. L'angle d'attaque idéologique doit donc se fixer à la critique du travail salarié, cette "valeur primordiale" du système par laquelle l'individu se retrouve conditionné sur tous les plans de son existence : dressage du corps, spirale infernale de la capitalisation de l'existence par le crédit (voiture, maison, home-vidéo, ...) créant un sentiment de manque, de frustration obsessionnelle et une perte d'appréhension du réel.

Une critique de l'idéologie bourgeoise (et l'idéologie du nucléaire en relève), même conceptuelle, existentielle, ample et consistante incluant son système politico-économique (l'État et le capitalisme) ne peut se suffire à elle-même sans la constitution d'un puissant rapport de masse. Cela présuppose de définir une idéologie subversive capable d'incarner une authentique utopie sociétale (économique, politique, éthique...) à l'échelle de l'imaginaire collectif. Pourquoi pars le Communisme libertaire ?

CQFD

HALTE AUX PUCES DANS LES TRANSPORTS PUBLICS !

L'ombre de "Big-Brother" plane-t-elle sur la région MIDI-PYRENEES avec la complaisance du service des transports du Conseil Régional ?

Dans le cadre d'un électoralisme vulgaire, on est en plein dans le "tout-sécuritaire", dont nous pouvons mesurer aujourd'hui les résultats : dérives et atteintes aux libertés individuelles. La mise en place de la carte à puce, par le Conseil Régional, supposée permettre aux usagers des transports publics de se déplacer plus facilement est un véritable leurre ! En réalité, cette carte à puce permettra surtout d'espionner, en temps réel, tous les déplacements des usagers.

Déjà scandalisée par la mise en place de ce contrôle à grande échelle, je le suis encore plus en constatant que ce sont les titulaires de la carte Midi-Pyrénées Emploi qui sont "réquisitionnés à leur insu" pour servir de cobayes à l'expérimentation de ce système qui les met en "première ligne". En effet, non contents d'être sous la surveillance permanente de Big Brother lors de leurs déplacements, ils sont aussi obligés de faire éditer leurs titres de transports à des guichets, équipés de logiciels, qui leurs sont "spécialement réservés".

Affront, humiliation, outrage... à la dignité humaine ! Voilà ce que subit une partie de la population, qui, à l'évidence, n'a pas été informée de la "collaboration" qui lui est imposée par le service des transports du Conseil Régional. Il est intolérable de soumettre des individus à une telle expérience qui devrait particulièrement alarmer tous les usagers car, désormais, grâce à cette carte à puce, ils seront "pistés" où qu'ils aillent.

Il est impératif que nous soyons le plus nombreux possible à exprimer notre colère pour faire échouer cette sinistre expérience. Demandons instamment que, dans les plus brefs délais, le Conseil Régional suspende l'expérience en cours, retire tous les logiciels et supprime tous les guichets

"spéciaux" réservés aux titulaires de la carte Midi-Pyrénées.

Faites circuler... ! Il y a à voir...



PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !!!

Paris et Lille ont monté des collectifs de RTO (Résistance au travail obligatoire), La Rochelle propose de mettre en place un collectif RTO qui, faute de locaux, se réunira tous les mercredis à 15 heures devant la CAF de La Rochelle, 4 bis avenue du Général Leclerc, afin de décider collectivement des actions à mettre en place en fonction des demandes et des besoins des personnes présentes. Accompagnements collectifs sur des démarches, informations sur nos droits, informations du public sur les conditions de survie qui nous sont faites. Nos actions se feront sur le mode de l'action directe, sans intermédiaire, car nous avons décidé de prendre nos affaires en main !!!

Pour donner une idée du fonctionnement des collectifs RTO voilà le tract d'appel du collectif RTO de Paris :

Depuis quelques mois, un collectif se réunit chaque jeudi : Résistance au Travail Obligatoire. Des chômeurs longue durée, des "qui n'ont jamais goûté aux joies du salariat", des étudiants qui craignent de devoir y goûter bientôt, des cuisiniers, des chauffeurs-livreurs, des retraités,... ont choisi de consacrer du temps chaque semaine à chercher comment résister aux boulots de m..., aux pressions des travailleurs sociaux, à l'isolement, aux radiations...

Résister, c'est créer, et, au fil des occupations, nous avons la prétention d'avoir beaucoup créé : nos occupations ne sont pas symboliques. On n'occupe pas pour occuper, mais pour

faire peur aux patrons ou à leurs exécutants, alors on hurle, on utilise le mégaphone en intérieur, on tape du poing sur la table.

Mais on n'occupe pas juste pour se défouler, alors on fouille les placards, on photocopie les conventions Adecco, mairie de Paris, on enregistre nos discussions parce qu'une fois qu'on a bien hurlé, on apprend à poser les bonnes questions.

On n'occupe pas pour perdre du temps mais pour leur faire perdre le leur : et les directeurs de cabinet des élus, les directeurs des ressources humaines de la poste, les PDG de boîtes de consultants se voient obligés de sauter dans un taxi pour venir répondre à nos questions.

On n'occupe pas juste pour discuter avec les décideurs qui n'ont pas grand chose à nous apporter mais pour rencontrer d'autres précaires : Alors on se balade avec nos tracts et notre bla-bla devant les CAF, les forums formation, les Assedic... On rencontre des bonnes femmes éner- vées par le prix des clopes, des Rmistes qui n'ont jamais bossé, des polonais qui voudraient arrêter, des travailleurs sociaux fatigués. On s'est rencontrés sur les assises de l'insertion, mais notre calendrier n'est pas le leur, ni celui de la CGT, les actions se font à notre rythme, on en a besoin tout le temps et pas seulement quand ils décident une nouvelle saloperie.

La presse nous ignore et condescend parfois à citer AC ! dont nombre de militants participent à nos actions. Mais des chômeurs de l'Orne nous écrivent et ça vaut bien Libé. Qu'est ce qu'on y gagne ? Beaucoup de bons moments et, du contrôle social en moins parce qu'un précaire qui ramène vingt accompagnateurs quand son conseiller ANPE ou son travailleur social le fait suer, a de grandes chances qu'on lui foute la paix quelques temps, même en cette période de pressions accrues. Du savoir aussi, mine de rien, en quelques mois, on est devenu imbat- tables sur l'insertion et ses vautours, les moyens de résister légalement pour les Rmistes, ou comment gratter un maximum de miettes.

La vie par procuration

Voilà un mal, une morphine, qui nous endort, aujourd'hui comme hier. On entend résonner au loin les klaxons de ces supporters qui hier pourtant décriaient l'équipe qu'ils acclament aujourd'hui. Incapables de victoire dans leur vie de tous les jours, ils se montent la tête derrière leurs écrans de télévision, vénérant les couleurs de l'État qui les oppresse quotidiennement.

Même si je ne suis pas fanatique de football, car c'est bien de cela qu'il s'agit, je peux comprendre qu'on puisse prendre plaisir à regarder, comme un spectacle, ces enchaînements de "prouesses" techniques et sportives. Mais là où le bât blesse, c'est dans l'exultation frénétique et exubérante dont témoignent certains individus. A quoi riment ces manifestations de "liesse populaire" ? Est-ce une victoire construite en commun ou une réalisation collective, une avancée sociale ? Non, rien de tout cela. On est dans l'auto-congratulation relevant plus du fantasme que d'une réalité concrète.

Présentement, les vedettes -ici des sportifs- sont élevés au rang de symboles, d'objets de culte ou de totems, et participent -peut-être bien malgré eux- à l'édification du mythe de la Nation comme groupe homogène ayant une existence réelle.

Pour nous, anarchosyndicalistes, le groupe ne prend de sens qu'à partir du moment où il sous-entend une prise de décision et/ou une réalisation commune, une convergence de perspectives entre des individus dans l'édification de ce que nous qualifierons de réalisation sociale. Il est certain que dans le présent cas le seul groupe pouvant se réjouir de la victoire est composé de 22 joueurs et d'un staff technique. Il va sans dire que derrière leurs tubes cathodiques, les spectateurs n'ont participé que de très loin, c'est encore un euphémisme, à la construction de cette victoire.

De façon plus large, la problématique est là, acceptons-nous d'être de simples spectateurs passifs, subissant les contraintes de la vie sociale, consommateurs amorphes et dociles de la pièce que d'autres jouent pour nous, ou bien désirons nous réaliser nos vies, en tant qu'acteurs et maîtres de nous-mêmes ? Faut-il projeter ses appétits et ses envies dans une sphère inconsciente et irréelle, ou bien décidons-nous d'aller chercher de façon concrète les objets de nos désirs ? Resterons-nous prostrés dans la contemplation asservie, ou vivrons nous notre vie de façon pleine et intense ?

Seule cette dernière démarche permet de s'accorder avec soi-même, et, si elle n'évite pas les regrets, elle annihile les remords. Elle permet de mieux comprendre que la notion de Nation ne recouvre pour nous qu'un mythe que certains essayent de maintenir et de faire perdurer. Ceux là, nous les connaissons : bien conscients de leur supercherie, ils donnent fréquemment des représentations à l'Elysée, à l'Assemblée nationale et dans d'autres lieux de pouvoir. Jouissant de leurs positions dominantes, ces esclavagistes préservent leurs privilèges grâce à cette légende fallacieuse d'un groupe homogène partageant les mêmes valeurs et désireux de vivre ensemble. Foutaises ! Les gouvernants d'ici ont plus d'affinités avec les patrons de l'autre bout de l'hémisphère qu'avec n'importe lequel d'entre nous. Quant à nous, nos revendications trouvent plus d'échos chez nos compagnons dispersés à travers le monde que dans les dire des représentants de tous les pouvoirs que nous subissons.

Les frontières ne servent qu'à segmenter et opposer les exploités. Mais que l'on parle sport ou travail par exemple ; il y a bien longtemps que les capitaux qui gèrent tout ça et que ceux qui les détiennent ne s'embarrassent plus de ces considérations ! Elles n'ont pour usage que de créer une diversion entre les gens du peuple, de nous éloigner de nos préoccupations réelles, de nous faire adorer une icône sportive, ou de nous faire pleurer pour une autre : bref, de nous faire oublier que vivre pleinement est bien plus fascinant que tous les spectacles médiatiques du monde. Alors, donnons-nous en la peine !

F. Auteuil

POUR RENCONTRER LA CNT-AIT :

TOULOUSE : Permanence samedis de 17-19h, 7 rue St Rémy. Tables de presse pendant l'été : Dimanche fin de matin Puces de St Sernin. Plus d'info :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>.

_ MONTAUBAN : Sa-medis, 10h30 marché Prax-Paris. _ TARDES : Dimanche 10-12 h, marché aux vêtements (Mercadieu). _ AUTRES VILLES : Contactez le journal qui transmettra.

AUTRES INFOS UTILES

Le COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS et les JEUNES LIBERTAIRES sont joignables également 7 rue St Rémy à Toulouse le samedi après-midi. _ PERSPECTIVE LIBERTAIRE : site de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires. <http://perspectivelibertaire.free.fr>. _ AUCH : Table de presse libertaire premier samedi du mois, 8-12 h, marché de la cathédrale.

LA EVANGELIOJ ESTAS ELPENSITAJO

La traduction en espéranto de notre brochure "Les évangiles c'est du bidon", vient de paraître : "La kreskanta volo de la religio servutigi la tutan socialan vivon en Francio kaj en la tuta mondo devas konduki ciujn liberajn spiritojn analizi ilian natuon mem".

On peut la demander au journal ou à :

Libepensula frakcio de SAT,
67 av. Gambetta, 75020 Paris.

30 juillet - 6 août 2006

CAMPING DE LA CNT-AIT

CHAQUE ANNÉE, DANS UN COIN DE CAMPAGNE, AVEC UNE INFRASTRUCTURE SIMPLE MAIS SUFFISANTE, A UN TARIF ETUDIE POUR QUE PERSONNE N'EN SOIT EXCLU POUR DES RAISONS FINANCIERES, LE CAMPING DE L'UNION RÉGIONALE CNT-AIT DE MIDI-PYRÉNÉES EST UNE OCCASION D'ÉCHANGES ET DE VIE COLLECTIVE DANS UNE AMBIANCE FRATERNELLE. CHAQUE SOIR, APRÈS UN REPAS ELABORE EN COMMUN, UN DEBAT SUR UN THEME D'INTERET GENERAL EST ORGANISE. LE CAMPING SE DÉROULERA CETTE ANNÉE DU DIMANCHE 30 JUILLET AU DIMANCHE 6 AOÛT. SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ, PRENEZ CONTACT AVEC LE JOURNAL OU AVEC TOUT MILITANT.

TOULOUSE, 19 JUILLET 2006, 19 HEURES, ALLÉES MONTSENY COMMÉMORATION DU 70 ÈME ANNIVERSAIRES DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE.

L'œuvre constructive de la Révolution Espagnole

La C.N.T. d'Espagne s'était construite sur un objectif : liquider le capitalisme & l'État et les remplacer par une société libre, reposant sur une économie autogérée égalitaire et solidaire. Par la lutte quotidienne et une réflexion critique constante les militants anarcho-sindicalistes avaient développé à l'extrême leur capacité à conjuguer autonomie d'action individuelle et organisation fédérative. La réponse au coup d'État fasciste de Franco fut non seulement la levée en masse populaire du 19 juillet 36 mais aussi la mise en pratique, partout où cela était possible, d'une nouvelle société qui reposait sur les Collectivités.

DE CHACUN SELON SES FORCES A CHACUN SELON SES BESOINS

Les Collectivités appliquaient le grand principe communiste libertaire "De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins". Dans les Collectivités qui avaient aboli l'argent, chaque membre recevait directement la quantité de ressources matérielles nécessaires.

Là où l'argent avait encore été maintenu, c'était un salaire familial qui était versé. Des expériences de "monnaie fondante" (ne permettant pas la capitalisation) furent également faites.

"C'est à la campagne que la réalisation du Communisme Libertaire [dont les Collectivités furent un des outils] revêt la plus grande simplicité car elle se réduit à mettre en vigueur la Commune Libre", écrivait un militant de l'époque. De fait, dans les campagnes, les Collectivités furent particulièrement nombreuses. Mais le mouvement ne s'arrêta pas aux portes des villes. Il s'agissait alors de "prendre possession collective des usines, ateliers et chantiers, des logements, des édifices et des terres, des services publics et des marchandises et matières premières

emmagasinés". Dans de multiples industries (métallurgie, bâtiment, textile...) les usines furent collectivisées et les assemblées générales de producteurs géraient leur fonctionnement. Le travail fut rationalisé dans un objectif social. Toutes les observations démontrent que, loin de s'effondrer, la production des usines autogérées, dans ce pays en guerre, soit se maintint au niveau antérieur, soit, souvent, se développa. Dans de nombreux cas, les transports et les services (coiffeurs, restauration, distribution...) furent également socialisés.

Une conquête d'énorme importance dans ce pays écrasé pendant des siècles par la religion a été le droit de la femme à la vie, quelles que fussent ses fonctions sociales.

Les Collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive des anarcho-sindicalistes, bien qu'elles se soient construites sur les bases préconisées par eux. L'élan que les anarcho-sindicalistes avaient su créer leur a permis souvent de recueillir la participation spontanée de personnes venues d'horizons les plus divers (socialistes, républicains ou mêmes catholiques en Estrémadure par exemple).

CHARS FASCISTES ET COMMUNISTES CONTRE LES COLLECTIVITES

Les Collectivités se heurtèrent à de nombreux obstacles, dus à l'opposition que leur manifestaient non seulement certains propriétaires mais surtout l'ensemble des partis et les organisations syndicales conservatrices (socialistes, républicains, communistes...). Elles ne furent vaincues que la force militaire. A la fois celle des troupes fascistes de Franco qui détruisaient les Collectivités au fur et à mesure de leur avancée et, à l'intérieur

des frontières de la république par les bataillons du Parti Communiste. Ce dernier équipé et soutenu financièrement par Staline avait constitué des brigades (*Brigade Karl Marx* dans la province de Huesca, *Brigade Maria Companys* dans celle de Terruel...) qui, loin de combattre l'armée de Franco lançaient leurs chars d'assaut contre les paysans désarmés des Collectivités.

Ecrasés par la force brutale, les Collectivistes espagnols ont cependant démontré pendant des mois, à la face du monde, en plein XXème siècle qu'une autre économie et qu'une autre société étaient réellement possibles

Francesito



FEDERICA MONTSENY

Militante réputée du mouvement libertaire espagnol, Federica Montseny joua dans "l'histoire officielle" un rôle de premier plan. C'est pourquoi une allée de Toulouse, où elle vécut longtemps, lui a été dédiée. Mais, pour nous, elle est avant tout une militante. Ni plus ni moins que chacun des centaines de milliers de militants que l'anarcho-sindicalisme a compté. Le chemin militant est parsemé d'embûches. Poussées par les circonstances, les structures nationales de la CNT et de la FAI commirent une erreur tragique, que Federica Montseny, avec trois autres compagnons, acceptèrent d'incarner en prenant chacun un ministère dans le gouvernement de la république espagnole. Federica Montseny eu le courage de reconnaître cette erreur. Elle continua le combat au sein de la CNT et de la FAI jusqu'à son dernier souffle, restant toute sa longue vie cette femme pétrie des idées de liberté, de solidarité et de justice sociale, à travers qui vibrerait l'idéal libertaire. F